

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
AR/AB

A R R E T E

N° **931468** du **17 SEP. 1993** portant
prescriptions complémentaires à la Société des Mines de Potasse d'Alsace pour
l'exploitation du dépôt de chlore de la mine Marie-Louise à STAFFELFELDEN

— — — — —

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et notamment son article 18 ;
- VU la directive n° 82/501/CEE du 24 juin 1982 du Conseil des Communautés Européennes concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, modifiée par la directive n° 87/216/CEE du 19 mars 1987 ;
- VU le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif au plan d'urgence pris en application de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;
- VU le décret n° 90-394 du 11 mai 1990 relatif au code d'alerte national ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 2 août 1929 et n° 72635 du 10 février 1983 complétés par les arrêtés préfectoraux n° 81978 du 25 avril 1986 et n° 91768 du 10 octobre 1989 autorisant la Société Mines de Potasse d'Alsace, 11 avenue d'Altkirch à MULHOUSE, à exploiter une usine de brome et un dépôt de chlore à la mine Marie-Louise à STAFFELFELDEN ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le rapport du 30 avril 1993 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;

VU l'avis du 27 mai 1993 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT que pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'exploitant et notamment des mesures à l'égard des populations voisines et en particulier en cas de danger immédiat, des mesures d'urgence par la diffusion de l'alerte ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

1. Le présent arrêté concerne le dépôt de chlore situé sur le carreau de la Mine Marie-Louise à STAFFELFELDEN dont l'exploitant est les Mines de Potasse d'Alsace, le siège de la société étant 11 avenue d'Altkirch à MULHOUSE.
2. En complément de l'équipement d'alerte déjà en place sur le carreau Marie-Louise, les Mines de Potasse d'Alsace installeront des sirènes, ou muniront de modulateurs les sirènes existantes de façon à couvrir la zone comprise dans un rayon de 3 km autour du dépôt de chlore de la mine Marie-Louise à STAFFELFELDEN. Ces équipements judicieusement placés devront permettre d'alerter la population des agglomérations concernées, selon le signal national d'alerte défini par le décret n° 90-394 du 11 mai 1990 (STAFFELFELDEN, BOLLWILLER, PULVERSHEIM, WITTELSHEIM pour la cité de la Gare et la Cité Rossalmend, WITTENHEIM pour le hameau de Schoenensteinbach, UNGERSHEIM pour son écomusée).

Afin de garantir l'audibilité de l'alerte pour la population, les critères d'implantation géographique des équipements devront tenir compte des bruits émis localement (ex. : bruit occasionné par la circulation, activité industrielle...).
3. Suite à un accident provoquant un rejet dans l'atmosphère de chlore nécessitant l'information immédiate de la population, le déclenchement de ces moyens d'alerte sera commandé par la Société Mines de Potasse d'Alsace sur le site de Marie-Louise.
4. Le délai fixé pour l'application de ces mesures est de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

.../...

5. L'exploitant procédera après vérification de l'installation aux essais de bon fonctionnement et vérifiera périodiquement, conformément à l'article 15 du décret n° 90-394 du 11 mai 1990, le bon fonctionnement des sirènes.

ARTICLE 2 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

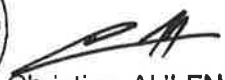
Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de STAFFELFELDEN et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de STAFFELFELDEN pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 17 SEP. 1993

Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :




Christian AULEN

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.